

VILLE
DE
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS
Canton de Baume les Dames
Arrondissement de Besançon

**COMMUNE DE BAUME LES
DAMES**

(N°INSEE : 25047)

Nombre de membres

- En exercice : 29
- Présents : 20
- Votants : 24
- Ayant donné procuration : 4
- Absents : 5

Date de convocation

06/12/2022

Date d'affichage

19/12/2022

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal
Séance du 12 décembre 2022**

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX, le DOUZE DECEMBRE, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de DECEMBRE.

Etaient présents (20) :

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Emilie GOGAND, Soazig BONFILS.

Procurations données (4) :

Christelle LAMBERT donne pouvoir à Emilie GOGAND
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF
Maud BEAUQUIER donne pouvoir à Laure THIEBAUT
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

Absents (5) :

Bruno DEBRIE
Philippe RONDOT
Emmanuelle WISSANG-GIRARD
Charline BARDEY
Florian CORDIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Annie GIRARDAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Délibération n° J02/2022

Objet : Convention cadre de mise à disposition des équipements sportifs au collège Cassin

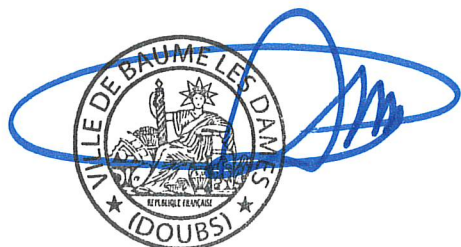
La convention de mise à disposition des équipements sportifs signée en 2008 avec le Département et le Collège étant obsolète et les modalités de tarification étant modifiées pour fixer un tarif à l'heure d'utilisation et non un forfait global, une nouvelle convention cadre a été rédigée par le Département du Doubs. Une convention particulière d'application viendra préciser les modalités d'utilisation des équipements sportifs communaux.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention cadre de mise à disposition des installations sportives municipales pour une période de trois années scolaires.

Vote du Conseil :

Pour : 24 Contre : 0 Abstentions : 0

Le Maire,
Arnaud MARTHEY



CONVENTION CADRE ENTRE LE DEPARTEMENT DU DOUBS ET LA COLLECTIVITE PROPRIETAIRE RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS EN FAVEUR DES COLLEGES

ENTRE LES SOUSSIGNES

D'une part,

Le Département du Doubs représenté par sa Présidente, Madame Christine BOUQUIN, dûment habilitée par délibération de l'Assemblée départementale en date du 28 mars 2022, ayant son siège au 7 avenue de la Gare d'Eau, 25031 BESANÇON Cedex.

Ci-après dénommé, « le Département »

D'autre part,

La Commune de Baume-les-Dames représentée par son Maire, Monsieur Arnaud MARTHEY, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée, « la Collectivité propriétaire »

Vu :

- Le code de l'éducation, et notamment son article L. 214-4 ;
- Le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1311-15 relatif au versement d'une participation financière au bénéfice de la collectivité territoriale mettant à disposition ses équipements collectifs ;
- La délibération de l'assemblée départementale en date du 28 mars 2022 autorisant Madame la Présidente à signer la présente convention ;

Préambule

En application de l'article L.214-4 du code de l'éducation, les équipements nécessaires à la pratique de l'éducation physique et sportive (EPS) doivent être prévus à l'occasion de la création d'établissements publics locaux d'enseignement. Par ailleurs, ce même article prévoit expressément que des conventions doivent être passées entre les établissements publics locaux d'enseignement, leur collectivité de rattachement et les propriétaires d'équipements sportifs afin de permettre la réalisation des programmes scolaires de l'éducation physique et sportive.

Le Département est propriétaire dans certains cas des équipements sportifs situés dans l'enceinte des collèges.

Les modalités de tarifications et de facturation seront rappelées dans chaque convention d'application.

ARTICLE 4 : Révisions de la tarification

Le tarif horaire défini à l'article 3 pourra être soumis à une révision dès lors que le Département accompagnera un projet d'investissement significatif ayant un impact sur le coût de fonctionnement d'un équipement sportif, notamment en matière de fluides consécutivement à des travaux de rénovation énergétique.

Cette révision s'effectuera par voie d'avenant, conformément à l'article 9 de la présente convention.

ARTICLE 5 : Obligations de chaque partie

5.1– Obligations de la Collectivité propriétaire

La Collectivité propriétaire des installations sportives s'engage à les mettre à disposition du Département, pour permettre la réalisation des activités sportives programmées dans le cadre des cours d'EPS sur le temps scolaire (y compris pour les sections sportives scolaires) et, le mercredi après-midi, celles de l'association sportive des collèges.

En outre, la Collectivité propriétaire :

- est l'unique interlocuteur du Département et des collèges dans le cadre de la mise à disposition d'installations sportives aux collèges ;
- détermine le règlement intérieur d'utilisation de chaque équipement et s'engage à le porter à la connaissance du Département et des collèges;
- s'assure de l'organisation, et, en concertation avec les collèges, de l'ouverture et de la fermeture des locaux ;
- s'engage à souscrire toute assurance exigible au titre de cette mise à disposition.

5.2– Obligations du Département

L'utilisation des locaux et équipements des Collectivités propriétaires par les collèges relèvera de l'entière responsabilité des chefs d'établissements concernés, qui devront respecter les conditions d'utilisation fixées par les Collectivités propriétaires et prévoir par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

Toutes attestations d'assurance devront être transmises à périodicité constante à la Collectivité propriétaire et au Département.

ARTICLE 6 : Entretien des équipements

La Collectivité propriétaire assumera l'entretien, le nettoyage et les contrôles périodiques réglementaires.

Toute utilisation anormale qui conduirait à devoir réaliser des travaux autres que ceux couramment réalisés par le propriétaire pourra donner lieu après examen conjoint des parties à une surfacturation spécifique, définie au cas par cas.

La résiliation de la présente convention ne met fin au contrat que pour l'avenir de sorte qu'elle n'a pas pour effet d'anéantir rétroactivement les actions réalisées en cours de contrat, ni d'affecter les droits et engagements contractuels de l'une ou l'autre partie consentis ou exercés avant la date de résiliation concernée.

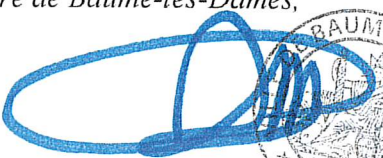
ARTICLE 11 : Règlement des litiges

En cas de litiges pouvant résulter de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable préalablement à tout recours devant les tribunaux. En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Besançon.

Fait en trois exemplaires originaux,

A Besançon, le

Le Maire de Baume-les-Dames,


Arnaud MARTHEY



La Présidente du Département,


Christine BOUQUIN

